

Statuts de l'USTOM

Union ses Syndicats pour la collecte et le Traitement des Ordures Ménagères du Castillonnais et du Réolais

Article 1 : Le périmètre

En application des articles L.5711-1, L 5211-1 et L 5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé un syndicat mixte pour la collecte et le traitement des ordures ménagères dénommé USTOM du Castillonnais et du Réolais, dont le sigle officiel est USTOM, entre les communautés de communes suivantes :

- ↪ Communauté de communes de Castillon/Pujols
- ↪ Communauté de communes du Pays Foyen
- ↪ Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde (pour 26 de ses 38 communes) : Lamothe-Landerron, Saint-Michel-de-Lapujade, Saint-Exupéry, Saint-Hilaire-de-la-Noaille, Casseuil, La Réole, Camiran, Roquebrune, Bourdelles, Gironde-sur-Dropt, Hure, Bagas, Saint-Vivien-de-Monségur, Blaignac, Saint-Seve, Fosses-et-Baleyssac, Fontet, Floudes, Mongauzy, Loupiac-de-la-Réole, Morizes, Les Esseintes, Noaillac, Loubens, Monségur, Montagoudin
- ↪ Communauté de communes du Sauveterrois (pour 30 de ses 32 communes membres) : Blasimon, Caumont, Castelveil, Cleyrac, Coirac, Daubèze, Mauriac, Saint Brice, Saint Félix de Foncaude, Saint Hilaire du Bois, Saint Martin de Lerm, Saint Martin du Puy, Saint Sulpice de Pommiers, Sauveterre de Guyenne, Castelmoron d'Albret, Cazaugitat, Cours de Monségur, Coutures sur Dropt, Dieulivol, Landerrouet sur Ségur, Le Puy, Mesterrieux, Neuffons, Rimons, Saint

Antoine du Queyret, Saint Ferme, Saint Sulpice de Guilleragues, Sainte Gemme, Soussac, Taillecavat

- ↳ Communauté de communes Montaigne Montravel Gurson (24) (pour 7 de ses 18 communes membres): Fougueyrolles, Lamothe-Montravel, Montcaret, Nastringues, Saint Antoine de Breuilh, Saint Seurin de Prats, Vélignes
- ↳ Communauté de communes du Grand Saint Emilionnais (pour 5 de ses 22 communes membres): Belves-de-Castillon, Gardegan-et-Tourtirac, Saint-Genes-de-Castillon, Saint-Philippe d'Aiguille, Sainte-Terre.

Article 2 : L'objet

L'USTOM du Castillonnais et du Réolais a pour objet :

- ↳ L'organisation de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés
- ↳ La gestion et l'exploitation du centre de transit des déchets ménagers et assimilés vers des unités de traitement agréées, centre situé à Massugas
- ↳ La gestion et l'exploitation de la plate-forme de compostage des déchets verts située à Massugas sur le même site de transit
- ↳ La gestion des déchèteries de La Réole, Rimons, Sauveterre de Guyenne, Gensac, Saint Magne de Castillon et Pineuilh, y compris les travaux et les renouvellements d'équipements et matériels, et la création de nouvelles déchèteries
- ↳ La gestion de la Recyclerie de Pessac sur Dordogne
- ↳ L'USTOM du Castillonnais et du Réolais mène des études en lien avec ses compétences
- ↳ La gestion de la redevance incitative : gestion de bacs, liquidation de la REOM incitative, diffusion de la communication, application du règlement de collecte.

Le syndicat mixte est habilité à :

- ↳ Prendre toutes les dispositions permettant la réalisation de son objet, le développement de partenariats avec d'autres syndicats pour des gestions communes de tout ou partie de sa compétence,
- ↳ Acquérir et gérer tous biens matériels : meubles ou immeubles nécessaires à la réalisation de son objet actuel ou futur,
- ↳ Commercialiser tous produits, avant ou après traitement, provenant des diverses collectes effectuées par le Syndicat Mixte ou en son nom,
- ↳ Recruter et organiser le travail de tous les personnels nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions qui lui sont dévolues,
- ↳ Effectuer, à titre accessoire, des prestations pour le compte d'E.P.C.I. ou de communes, adhérents ou non adhérents et de tiers, dans le respect des règles de la concurrence et pour les compétences qu'il est autorisé à exercer,
- ↳ Participer à toute structure de droit public ou de droit privé ayant un objet similaire ou complémentaire de celui du syndicat

Article 3 : L'ADHESION

L'adhésion au syndicat mixte entraîne pour les communautés de communes et les communes concernées, l'obligation de faire collecter et traiter, les ordures ménagères, les matériaux recyclables, les déchets verts, les bio-déchets et les produits issus des déchèteries par l'USTOM et d'une façon générale tous les produits tels que définis par les articles L 2224-13 à L 2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales et par le Règlement de collecte, par les moyens mis en œuvre par le syndicat mixte.

Article 4 : LE SIEGE SOCIAL

Il est fixé à Pessac sur Dordogne :

Recyclerie, 3 Pièce de l'Eglise 33890 Pessac sur Dordogne

Article 5 : DUREE

Le Syndicat Mixte a une durée illimitée.

Article 6 : RECEVEUR SYNDICAL

Les fonctions de receveur syndical sont exercées par le trésorier de Rauzan.

Article 7 : COMPOSITION DU COMITE SYNDICAL

- Un siège est attribué à chaque membre du syndicat, soit à chaque Communauté de Communes ;
- Des sièges supplémentaires sont attribués selon la répartition suivante : 1 siège par tranche de 2 200 habitants.

Arrondi supérieur

Territoires concernés au 01.01.2019	Population concernée*	Délégués actuels	1 + 1 délégué pour 2 200 habitants
CdC de Castillon Pujols	15 095	25	1 + 7
CdC du Grand Saint Emilionnais	3 302	7	1 + 2
CdC Rurales de l'Entre-Deux-Mers	8 480	31	1 + 4
CdC de Montaigne Montravel et Gurson	6 886	8	1 + 4
CdC du Pays Foyen	16 517	20	1 + 8
CdC du réolais en Sud Gironde	15 662	27	1 + 8
	65 942	118	39

*population légale, INSEE, recensement de 2015

Chaque siège est occupé par un délégué titulaire. En cas d'empêchement, le délégué titulaire sera remplacé par un délégué suppléant.

En application de l'article L 5711-1 du Code des Collectivités Territoriales, les communautés de communes élisent leurs représentants titulaires et suppléants, parmi les membres du conseil de communauté ou tout conseiller municipal d'une commune membre. Les présidents de communautés de communes peuvent, après élection de leur conseil de communautés, être élus délégués syndicaux.

Article 8 : FONCTIONNEMENT DU COMITE SYNDICAL

Le Comité Syndical, en application des articles L.5711-1 et L.5211-10 du CGCT, élit son Président, ses Vices Présidents, et des membres qui forment le bureau.

Conformément à l'article L.5211-11 du CGCT, le Comité Syndical se réunit à la convocation de son Président au moins deux fois par an et autant de fois que nécessite la bonne marche du syndicat mixte.

La convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, y compris courrier électronique, au domicile des membres, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. L'envoi de ces convocations et des pièces jointes peut être effectué par voie dématérialisée, à l'adresse électronique de leur choix.

L'organe délibérant se réunit au siège du Syndicat ou dans un lieu qu'il choisit dans l'une des collectivités membres.

Il peut se réunir également en fonction des dispositions des articles L.5211-11 2^{ème} alinéas (séance à huis clos).

Les décisions sont prises à la majorité. Elles sont consignées sous la forme de délibérations sur un registre approprié. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante, sauf en cas de scrutin secret.

Le Comité Syndical peut déléguer, conformément à l'article L.5211-10 du CGCT, une partie de ses attributions au Président, aux Vices Présidents, au bureau, à l'exception :

- ↳ Du vote du budget et de l'approbation du compte administratif,
- ↳ De l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- ↳ Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonction ou de durée du syndicat,
- ↳ De l'adhésion du syndicat à un établissement public,

- ↳ De la délégation de la gestion d'un service public,
- ↳ Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 du CGCT.
- ↳ Orientation Budgétaire

Article 9 : LE BUREAU

Le Bureau est composé du Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres, conformément aux dispositions prévues à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le bureau gère l'action quotidienne du syndicat mixte dans le cadre des missions que lui a confiées le Comité Syndical.

En aucun cas le Bureau ne peut se voir déléguer les compétences dévolues au Comité syndical en application de l'article L.5211-10 du CGCT et rappelées à l'article 8 des présents statuts.

Le Bureau étudie, le cas échéant, les dossiers préparés par les différentes commissions et services qui seront proposés au Comité Syndical.

Il dresse procès-verbal de ses réunions.

Il rend compte de son action au Comité Syndical.

Le bureau n'est pas modifié de plein droit par l'adhésion d'une nouvelle collectivité ou la création d'une communauté de communes.

Chaque Communauté de Commune doit être représentée en Bureau.

Article 10 : LE PRESIDENT

Le Président est l'organe exécutif du syndicat mixte. A ce titre,

- ↳ Il prépare et exécute les délibérations du comité syndical,

- ↳ Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du syndicat mixte,
- ↳ il est le chef des services du syndicat mixte et le représente en justice. Il est chargé de la bonne application du règlement intérieur,
- ↳ Il est seul chargé de l'administration mais il peut déléguer, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vices Présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur Général des services, aux Directeurs de service et aux responsables de service (art L.5211-9 du CGCT),
- ↳ Lors de chaque réunion du Comité Syndical, le Président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Article 11 : LES VICE PRESIDENTS

Le ou les vice-présidents sont élus par le Comité Syndical.

Ils peuvent recevoir une délégation du Président auquel ils doivent rendre compte de leurs actions.

Chacun d'eux préside une commission.

Article 12 : MODIFICATION DU PERIMETRE DU SYNDICAT

Le périmètre du syndicat mixte peut être étendu par adjonction de communes ou d'Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui ont pris la compétence « déchets ménagers et assimilés » et qui en ont fait la demande.

Cette adhésion devra être approuvée selon les termes de l'article-L. 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 13 : REDUCTION DU PERIMETRE DU SYNDICAT

Une commune ou l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale peut se retirer du Syndicat, dans les conditions prévues aux articles L5211-19 et L5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, avec le consentement de l'organe délibérant.

Article 14: LES RESSOURCES

Les ressources du syndicat mixte proviennent conformément à l'article L.5212-19 du CGCT :

- ↳ Du produit de la redevance incitative d'enlèvement des ordures ménagères,
- ↳ Du produit des contributions, contributions spéciales, redevances, autres taxes et/ou toute autre modalité de financement telle qu'elle pourrait être fixée par la loi et dans les conditions prévues par elle, correspondant aux services assurés, prélevés directement par le syndicat mixte ou par l'intermédiaire des E.P.C.I.,
- ↳ Des sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des organismes mandatés par l'Etat, des associations, des professionnels et des particuliers,
- ↳ Des produits de revente,
- ↳ Des subventions de l'Europe, de l'Etat, de la Région, du Département et de tout autre organisme susceptible d'en attribuer,
- ↳ Du produit des emprunts, des locations de biens,
- ↳ Des dons et legs qui ne sont pas grevés ni de condition, ni de change,
- ↳ De tout autre moyen susceptible d'être mis en œuvre dans les conditions prévues par la loi ou dans le cadre de modifications législatives des modes de financement de la gestion des déchets ménagers et assimilés.

Article 15 : PERCEPTION DE LA REDEVANCE INCITATIVE

Le Comité Syndical autorise les communautés de communes, si elles le souhaitent, à percevoir le produit de la redevance incitative sur leur territoire pour le compte du syndicat, ce conformément à l'alinéa 5 de l'article L.2333-76 du CGCT.

Les modalités de cette perception donnent lieu à la conclusion d'une convention entre le Syndicat et chaque communauté de communes concernée.

Article 16 : DISSOLUTION DU SYNDICAT MIXTE

La dissolution du syndicat mixte se fait en application des articles du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 17 : CLAUSES ANNEXES

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des conseils communautaires adhérents de l'USTOM.

Ces statuts sont complétés par un règlement intérieur approuvé par le Comité Syndical.

